



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service eau et biodiversité
Bureau police de l'eau
Corinne Fiorentino-Damême
Téléphone : 04 94 46 81 48

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var**

09 AOÛT 2021

Toulon, le 3 août 2021

Le préfet

à

Société JOSEPH COSTAMAGNA
Quartier "La Tuilière"
Route nationale 7 - CS 80004
83488 PUGET-SUR-ARGENS Cedex

Objet : Dossier de déclaration au titre du code de l'environnement : Ensemble immobilier "Le Colombier" composé de 192 logements collectifs, de bâtiments d'activités et de commerces, de voie structurante et de parkings sur la commune de Fréjus

Demande de prorogation du délai d'exécution des travaux

Référence : SEBIO/N° 83-2018-00059 (D 1701) - Récépissé de déclaration du 11 juillet 2018

Copies à :

Sous-préfecture de Draguignan - BP 275 - 83007 DRAGUIGNAN CEDEX

Monsieur le maire - Place Camille Formigé - 83600 FREJUS

Service départemental du Var de l'office français de la biodiversité

En réponse à votre demande du 16 juillet 2021, complétée le 23 juillet 2021, relative à la prorogation de délai d'exécution des travaux en raison du séquençage dans le temps, et notamment du report de la zone commerces et voie structurante du fait de la modification de droit commun du SCOT de la CAVEM, et en application des dispositions de l'article R214-40-3 du code de l'environnement, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté préfectoral portant prescriptions spécifiques relatives à la prorogation de délai concernant l'aménagement des terrains du Colombier (logements collectifs, commerces, voie et parkings). Cette prorogation de délai de réalisation des travaux, non renouvelable, vous est accordée pour trois (3) ans, soit jusqu'au 11 juillet 2024.

J'ai bien noté que le projet sera réalisé conformément aux éléments techniques prévus dans le dossier de déclaration.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
L'adjointe à la cheffe du service eau et biodiversité,


Nathalie COQUELET

09 AOÛT 2021



**PRÉFET
DU VAR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer du Var
Service eau et biodiversité**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 3 AOÛT 2021

**portant prescriptions spécifiques relatives à la prorogation de délai concernant
la création d'un ensemble immobilier "Le Colombier" composé de 192 logements collectifs,
de bâtiments d'activités et de commerces, de voie structurante et de parkings**

Commune de Fréjus

Le préfet du Var,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.214-1 à L.214-6, et R.214-1 à R.214-56 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code civil, et notamment ses articles 640 et suivants ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015 par le préfet coordonnateur de bassin et entré en vigueur le 21 décembre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021/33/MCI du 7 juin 2021 portant délégation de signature à M. David Barjon, directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

Vu l'arrêté de subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 11 juin 2021 ;

Vu le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 11 juillet 2018, présenté par la Société Joseph COSTAMAGNA, enregistré sous le n° 83-2018-00059 (D 1701) et relatif à l'aménagement des terrains du Colombier ;

Vu le récépissé de déclaration n° 83-2018-00059 (D 1701) en date du 11 juillet 2018 concernant la réalisation d'un ensemble immobilier "Le Colombier" composé de 192 logements collectifs, de bâtiments d'activités et de commerces, de voie structurante et de parkings ;

Considérant que le récépissé de déclaration a une durée de validité de 3 ans, soit jusqu'au 11 juillet 2021, conformément à l'article R.214-51 dudit code ;

Considérant la demande dûment justifiée de prorogation de délai adressée au préfet le 8 juillet 2021 ;

Considérant qu'en application de l'article R.214-40-3 du code sus-visé, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de la déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter dudit récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque ;

Considérant que la prorogation de délai d'exécution des travaux est demandée en raison du séquençage dans le temps, et notamment du report de la zone commerces et voie structurante du fait de la modification de droit commun du SCOT de la CAVEM ;

Considérant que la présente demande ne modifie ni la nature ni la consistance ou les conditions de réalisation des travaux présentés dans les plans et le dossier initial ayant fait l'objet du récépissé de déclaration n° 83-2018-00059 (D 1701) en date du 11 juillet 2018.

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Objet de l'arrêté

Le présent arrêté a pour objet la prorogation du délai de trois ans concernant la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux et l'exercice de l'activité objets du récépissé de déclaration en date du 11 juillet 2018 donnée à la Société Joseph COSTAMAGNA, enregistré sous le n° 83-2018-00059 (D 1701) et relatif à la réalisation d'un ensemble immobilier "Le Colombier" composé de 192 logements collectifs, de bâtiments d'activités et de commerces, de voie structurante et de parkings sur les parcelles cadastrées en section BM 628 d'une contenance de 8,2 ha dont la réalisation est prévue dans la commune de Fréjus.

Article 2 : Prescriptions spécifiques

Une prorogation **de trois (3) ans** est accordée à la Société Joseph COSTAMAGNA soit **jusqu'au 11 juillet 2024**.

Aucune autre prorogation ne sera délivrée au-delà de cette date. A défaut, un nouveau dossier de déclaration devra être déposé auprès du préfet du Var.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 3 : Définition des interventions

Le présent arrêté ne modifie ni la nature ni la consistance ou les conditions de réalisation des travaux présentés dans les plans et le dossier initial ayant fait l'objet du récépissé de déclaration n° 83-2018-00059 (D 1701) en date du 11 juillet 2018.

Article 4 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de Fréjus, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. A l'issue de la période d'affichage, le maire en dressera procès-verbal qu'il adressera à la direction départementale des territoires et de la mer (MISEN).

Le présent arrêté sera mis à disposition du public sur le site Internet de la préfecture du Var pendant une durée d'au moins six mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage à la mairie, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le sous-préfet de Draguignan, le directeur départemental des territoires et de la mer, le maire de Fréjus sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Fréjus.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires et de la mer,
L'adjointe à la cheffe du service eau et biodiversité,



Nathalie COQUELET

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérécours (<https://www.telerecours.fr/>)